

Capitale: encore un parking souterrain

"Je suis étonné par les réactions épidermiques contre ce projet." Voilà comment s'est exprimé Paul Helming-ger, lors du City Breakfast de mardi, à propos de la construction en commun avec l'Arbed d'un nouveau parking souterrain au quartier Gare. Selon le bourg-mestre libéral de la ville de Luxembourg, il s'agit non pas d'un cadeau fait à l'Arbed, filiale de l'Arcelor et propriétaire du terrain, mais d'un projet qui permettrait aux différentes parties de mettre en commun leurs intérêts. L'intérêt de la ville serait, selon Helming-er, de décongestionner le parking Rousegäertchen et de lui redonner sa mission initiale de parking public, alors qu'il héberge pour le moment plutôt les voitures des fonctionnaires des ministères et de l'Arcelor. Surprenant quand-même que dans un quartier central de la capitale, déjà envahi chaque jour par les voitures, on veuille encore agrandir l'offre en parkings. N'est-ce pas contraire à la politique officielle de l'actuelle ma-jorité du conseil communal en matière de politique des transports, et plus globalement aux objectifs définis dans le nouveau plan de développement urbain? Non, a répondu Helming-er: "Même s'il faut faire un maxi-mum d'efforts pour promouvoir les transports publics, nous seront toujours confrontés à une part importante de trafic de voitures individuelles."

Referendum: 'Stater Leit' fürs Ja

Äußerst zufrieden zeigten sich beim City Breakfast am Dienstag Paul Helming-er (DP) und Laurent Mosar (GSV) über die Ergebnisse des Referendums in der Stadt Luxemburg. "Das Nein hat keinen Niederschlag in der Hauptstadt gefunden," so der Bürgermeister. Dass das massive Nein im Süden etwas mit dem stär-keren Anteil sozial Benachteiligter zu tun habe, werde, so Helming-er, durch die hauptstädtischen Zahlen wi-derlegt. Die soziologische Zusammensetzung von Vier-teln wie Bonneweg-Nord, Gare oder der Unterstadt sei nämlich jener der Minette-Region sehr ähnlich: niedri-ges Einkommen und überdurchschnittlich hohe Ar-beitslosigkeit. Trotzdem habe sich das "Nein" dort nicht durchsetzen können. Und: "Gerade die 'Stater' mit ih-rem Anteil von 60 Prozent Nicht-Luxemburgern, könn-ten Angst vor Überfremdung haben." Die Resultate zeigten jedoch eine "hohe Reife" der WählerInnen und ein gutes Zusammenleben der verschiedenen Bevölke-rungsgruppen. Tatsächlich gibt es in der Stadt Luxem-burg, nur drei von 62 Wahlbüros, in denen das "Ja" un-ter 50 Prozent liegt: Eins in Bonneweg, eins im Bahn-hofsviertel und eins in Pfaffenthal. Schöffe Laurent Mosar unterstrich, das Ja habe gerade auf Limperts-berg, wo das Flüchtlingsheim Don Bosco angesiedelt ist, die höchsten Werte der Stadt erzielt.

Beton und Bäume

"Dies sind wohl die kostspieligsten Bäume in ganz Luxemburg. Ich hoffe, sie überleben." Patrick Gillen, Präsident des Fonds du Kirchberg, meint die 25 Bäu-me, die an der Place de l'Europe in einer Art riesigen Beton-Blumenkasten angepflanzt wurden. Am vergan-genen Dienstag stellte er, gemeinsam mit Bautenmi-nister Claude Wiseler, das Neueste in Sachen Kirch-berg vor. Beide betonten, dass beim Verkauf von Bau-land auf die architektonische Qualität der Projekte der Bauherren geachtet werde. Allerdings hat der Fonds kaum Interesse an niedrigen Preisen, finanziert er doch seine beträchtlichen Infrastrukturausgaben durch den Verkauf der Grundstücke. Der mittlere Preis pro Ar liegt bei über 100.000 Euro, für Gebäude mit mehreren Stockwerken, wohlgemerkt. Im Bereich Verkehr gibt es ebenfalls neue Projekte: Neben dem BTB soll auch ein dichtes Fahrradwegenetz dem Auto Konkurrenz ma-chen, Handel und Gewerbe dem Viertel einen urbanen Charakter geben. "Es reicht nicht, einen 62 Meter brei-ten Boulevard anzulegen", so Patrick Gillen. Auf den Computergrafiken schlendern in der Tat viele Strich-männchen an den Gebäuden entlang. Ob die leeren Bürgersteige auf Kirchberg jemals so aussehen wer-den, bleibt fraglich.

Il n'y a pas que les nonistes qui ont peur de l'avenir. Aux yeux de Philippe Poirier, le oui dans l'intérêt du Luxembourg est également fondé sur l'inquiétude.

(photo: RK)



LE SENS DU VOTE

Décalages entre le sommet et la base

woxx: Etes-vous surpris par le résultat du référendum?

Philippe Poirier: Surpris non, mais ce qui m'a frappé, c'est la différence de comportement de l'électorat des deux partis de gouvernement. Le CSV a su convaincre ses électeurs de voter oui, alors que ce n'était pas gagné d'avance, notamment dans les communes rurales. Le LSAP par contre a échoué à mobiliser pour le oui dans son bastion traditionnel, le Sud.

D'où vient ce décalage?

Le LSAP a un problème struc-turel par rapport à son électorat. En effet, ce parti prend des posi-tions très social-démocrates de-puis de nombreuses années, jus-qu'à devenir un parti social-libéral. Cette description n'est pas péjorative, elle rend simple-ment compte du glissement vers la droite de ce parti, mais aussi de l'ensemble de l'échi-quier politique luxembourgeois. Or, une partie de son électorat ne suit pas ce déplacement, parce qu'elle a d'autres réfé-rents culturels, une autre iden-tité politique. Ce décalage s'est déjà manifesté lors des der-nières élections législatives, où le LSAP n'a pas progressé de ma-nière significative, alors qu'il était pourtant dans l'opposition. Il n'a réussi ni à conquérir de nouveaux électeurs, ni à faire le plein de voix auprès de son élec-torat traditionnel.

Les Verts aussi ont défendu le oui, alors que près de la moitié de leur base a voté non.

Leur situation est moins grave que celle des socialistes. Ce décalage correspond sans doute à un moment de leur transforma-tion politique. Peut-être que le oui provient plutôt des électeurs nouvellement conquis en 2004, alors que le non est celui de la première génération des Verts. Celle-ci se situe beaucoup plus à gauche et a été sensible aux ar-guments développés par les par-tisans du non.

Justement, les motivations des nonistes semblent contra-dictoires: rejet du texte de la constitution au nom de va-leurs comme la solidarité, mais aussi rejet de l'élargisse-ment de l'Union.

Ces motivations sont néan-moins liées. L'élargissement est perçu d'une part comme une menace qui pèse sur l'identité nationale du Luxembourg. D'autre part il est analysé en ter-mes d'impact sur le marché de l'emploi et de perte d'avantages compétitifs pour l'économie luxembourgeoise. Cette inqui-tude se relie à l'autre motivation: le refus des délocalisations et de l'abaissement des minima so-ciaux. Quant au rejet de l'adhé-sion de la Turquie, il cumule ces deux aspects, l'identitaire et l'économique. En cela, le non ar-ticule ce qu'on appelle le socia-lisme national: un fort attache-ment à des modèles économi-ques et sociaux de gauche, aux-quels on donne, consciemment ou inconsciemment, une dimen-sion identitaire.

Du côté du oui, tout le mon-de n'est pas non plus pour l'adhésion de la Turquie.

L'inquiétude n'est pas seule-ment dans le camp du non. Face à cela, la campagne du oui a ven-du la constitution comme une sorte d'assurance contre les menaces sur l'emploi et sur l'a-venir du Luxembourg. On a vanté la méthode communautai-re et le principe de la majorité qualifiée. Non seulement au

nom de l'Europe, mais aussi parce que ces dispositions per-mettent au Luxembourg d'avoir son mot à dire et de préserver certains atouts économiques. Néanmoins, il y a une partie de l'électorat du oui qui n'est pas inquiète, notamment dans et autour de la capitale. Comme en France, les groupes sociaux mieux lotis ont voté oui.

Le non serait-il passéiste, comme le sous-entendent cer-tains partisans du oui?

La présentation du non par les partisans du oui a parfois frôlé l'incompréhension et le mépris. Or l'inquiétude par rap-port au chômage n'a rien de passéiste, c'est le présent et le futur, malheureusement. En re-vanche, l'argumentation du non se réfère à un modèle éco-nomique et social qui a des ra-cines historiques très fortes. Et derrière la défense incondi-tionnelle de ce modèle on trouve des vues archaïques et des inté-rêts corporatistes. Ce n'est pas par hasard que les partisans du non raisonnent plus en termes d'acquis sociaux que de droits sociaux.

Près de la moitié de l'électo-rat n'a pas fait confiance à la sagesse des partis tradition-nels et a voté non. Y a-t-il crise de légitimité politique?

Ce n'est pas un problème de légitimité, mais d'offre politique. Une partie des gens ne se re-trouvent pas dans les partis du oui ... mais pas non plus dans les partis du non, au vu des résul-

tats électoraux de ceux-ci. Il ne faut pas croire que les 43 pour cent seraient prêts à s'embar-quer avec un nouveau parti du jour au lendemain. Certes, une grande partie des électeurs du LSAP, des Verts ou du DP n'ont pas suivi leur mot d'ordre. Ce n'est pas pour autant que ces partis auront un ressac fort aux communales. On peut très bien continuer à voter pour un élu lo-cal, alors qu'on s'identifie de moins en moins à son parti.

Ce n'est pas seulement la ba-se des partis qui n'a pas suivi ses leaders, mais aussi celle des ONG, dont les repré-sentants s'étaient largement en-gagés en faveur du oui.

Cela pose le problème de la médiation politique. En Europe, on assiste à une restructuration de l'espace politique. La média-tion ne se fait plus par des systèmes hiérarchiques et pyra-midaux, où le message était transmis à la base à travers une cascade de relais. De plus en plus, l'information circule hori-zontalement, à travers des ré-seaux, et non plus verticale-ment. D'où le décalage entre des gens qui se croient en haut de la pyramide et leur base sup-posée, qu'il s'agisse de partis ou d'ONG organisés sur le modèle pyramidal.

La mobilisation autour des référendums donnera-t-elle un nouveau souffle au mouve-ment altermondialiste, qui fonctionne déjà en réseau?

Après des mobilisations au-tour des forums sociaux ou de la guerre en Irak, le mouvement a jusqu'ici échoué à fonder un véritable projet politique. Le fonctionnement en réseau est la force du mouvement altermon-dialiste, mais sa grande faibles-se est sa grande diversité. Or, il faudrait construire des structu-res plus fortes que le réseau, afin de devenir une force poli-tique d'envergure. Par exemple en fédérant les efforts d'infor-mation et de lobbying au niveau européen en amont des directi-ves européennes.

Dans quelle mesure la cam-pagne référendaire a-t-elle contribué à européaniser le débat politique luxembour-geois?

Ce qui se passe en France n'est pas très encourageant. Le non cherche à s'organiser, mais les partis sont revenus au train-train quotidien. Or, ce serait à eux de continuer à mettre en évi-dence la dimension européenne dans le débat politique - en Fran-ce comme au Luxembourg. Sont-ils vraiment prêts à assumer une européanisation du débat?

Interview: Raymond Klein

Philippe Poirier

Politologue et chercheur à l'université de Luxembourg, Philippe Poirier a suivi attentivement le déroulement du référendum au Luxembourg. Résident luxembourgeois de nationalité française, il a participé au référendum dans son pays d'origine. "Peu importe dans quel pays on vote", dit-il, "mais cela aurait été bien que tous les Européens puissent s'exprimer le même jour sur le même sujet."